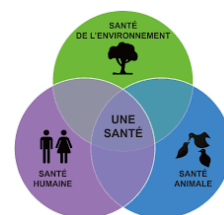


L'**axe indopacifique**, concerne un vaste espace centré autour de l'Asie-Océanie et de ses deux grands océans (océan Pacifique et océan Indien), dont les contours vont des côtes de l'Afrique de l'Est jusqu'aux rivages américains du Pacifique oriental. C'est une réalité géopolitique et géoéconomique qui est au cœur de la stratégie française tenant d'un ordre multipolaire stable fondé sur le droit et la libre-circulation, un multilatéralisme juste et efficace.

Le déploiement d'activités de recherche et développement, ainsi que d'enseignements-formations, au niveau régional du Pacifique sud, à l'image de ce qu'a déjà initié le CRESICA dont le schéma de site prend en compte la valorisation du capital naturel (biodiversité, mines et environnement), l'amélioration de la santé en lien avec l'environnement et les sociétés, l'accompagnement de l'évolution institutionnelle, sociétale et culturelle, tout en tenant compte des caractères d'insularité commun au Pacifique, dans un contexte de globalisation, et de changement climatique, peut être considéré comme un des éléments du « soft power » à favoriser dans le cadre stratégique de l'axe indopacifique.

Ce qui soutiendrait de fait la visibilité de l'action française conduite dans la zone, que ce soit à partir de ses propres territoires d'outre-mer, comme la Nouvelle-Calédonie par exemple, ou dans le cadre de coopérations avec l'étranger. Centrées particulièrement sur des enjeux spécifiques aux différents théâtres d'opération considérés, ces activités contribueraient aussi plus généralement aux enjeux planétaires liés au changement climatique, à la santé publique, à la sécurité alimentaire, ou encore à la préservation de l'environnement et de sa biodiversité. Les synergies ainsi activées tendraient à donner de la cohérence à l'ensemble et mieux répondre aux attentes visées.



L'initiative « One Health », qui promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locales, nationales et planétaire, en a aujourd'hui scellé les fondements.

La Nouvelle-Calédonie et l'axe Indopacifique vus du CRESICA

Sise dans le Pacifique sud-ouest, la Nouvelle-Calédonie se situe géographiquement dans la moitié nord-est de l'axe indopacifique. Son barycentre relationnel est naturellement plus proche des pays de l'Océanie dont elle fait partie, et avec lesquels elle partage une histoire commune, que d'autres pays tels ceux de l'océan indien. De là, trois grandes gradations de partages - intérêts réciproques entre territoires peuvent être dessinées.

✦ **Un partage d'activités académiques régulier et soutenu (affectation d'agents, missions régulières, antenne locale, EDP, ES & cellule doctorale)**

C'est le cas plus particulièrement avec Wallis et Futuna, la Polynésie française ou le Vanuatu. Différents domaines d'activités sont concernés : ES, R&D ; soutiens et appuis techniques, construction de plateformes de recherche (GNC & IPNC), en affectation sur place comme en partenariat sous forme de mission d'intervention.

A noter également le partage de l'école doctorale du Pacifique entre l'UNC et l'UPF.

✦ **A l'échelle du Pacifique insulaire**

Le partenariat concerne potentiellement tous les pays ACP de la zone à partir de conventions élaborées conjointement à l'occasion de projets particuliers. Sont aussi intégrés dans ce cercle intermédiaire le Japon, l'Australie ou encore la Nouvelle-Zélande.

Ces deux premières zones caractérisent aussi le territoire d'actions de l'organisation internationale de la « Communauté du Pacifique » (CPS) et du Programme Régional pour l'Environnement (PROE).

✪ **Au plus lointain, là où d'autres critères peuvent qualifier les types de partenariat conduits sur l'axe indopacifique**

○ Avec affectation sur place

Principalement du fait de la présence parmi les partenaires du CRESICA d'organismes nationaux qui de par leurs missions ont vocation à œuvrer à l'extérieur du territoire métropolitain (Cirad, CNRS, Ifremer, IRD, et l'Institut Pasteur). La présence des institutions, sur le long terme et en continu, avec ou non des agents, en effectifs plus ou moins importants, permet d'afficher un lien entre les différents territoires d'outre-mer et/ou pays de la zone Indopacifique. Outre la Nouvelle-Calédonie, on y trouve : la Polynésie Française (avec le RESIPOL) et la Réunion, pour les plus fournis (jusqu'à plus de 130 personnels pour un seul institut), ainsi que de manière plus réduite en effectifs le Vanuatu, Fidji, Mayotte, l'Afrique orientale et australe, Madagascar, et l'Asie du Sud-Est continentale et insulaire. Les agents ainsi positionnés sont :

- Soit regroupés au sein d'unités mixtes de recherche (UMR) multi-sites, le cas de plusieurs unités du Cirad comme de l'IRD. On retiendra pour exemples les UMR AGAP (Cirad, INRAe, SupAgro ; 2 sites métropolitains et 15 sites outre-mer dont la Nouvelle-Calédonie, le Vanuatu, La Réunion, les Philippines et Madagascar pour ne citer que ceux de la zone indopacifique), AMAP (Cirad, CNRS, INRAe, IRD, U. Montpellier ; La Réunion, Kenya,, Nouvelle-Calédonie, Cameroun, Guyane française, Montpellier), ENTROPIE (IRD, Université de La Réunion, CNRS, Ifremer, UNC ; Nouvelle-Calédonie, La Réunion, Madagascar, et métropole), l'UMR PVBMT (Cirad/Université de La Réunion ; La Réunion, Nouvelle-Calédonie),
- Soit alliés à des institutions locales sous différentes modalités.

L'ensemble de ces formations sont le plus souvent supra-organisées en dispositifs de recherche et enseignement en partenariat (DP pour le Cirad, LMI pour l'IRD, et LIA pour INRAe) qui ont vocation, dès cette année, à se constituer en réseaux afin de mieux diffuser et valoriser leurs résultats. L'ensemble de l'axe indopacifique ne pourrait qu'en tirer bénéfice et l'engagement français qui y est investi mieux reconnu.

Les grands domaines traités recouvrent plus ou moins ceux du CRESICA, on y trouve : gouvernance et politiques publiques ; développement territorial et innovation ; systèmes de production durables et équitables ; sécurité alimentaire dans un contexte de transition nutritionnelle et d'amélioration des systèmes alimentaires, qualité sanitaire des aliments, gestion socio-économique des marchés ; épidémiologie, santé végétale, élevage, santé animale et santé humaine (approche « One Health ») ; forçages environnementaux, géosciences, vulnérabilité et résilience des communautés biologiques, biodiversité et ressources génétiques ; transformation des produits végétaux et animaux ; génomique, lutte intégrée contre les maladies et ravageurs ; gestion intégrée des ressources naturelles (eau, sols...) ; développement des biomasses, énergies ; ...

○ Les partenariats (sans affectation pérenne sur site)

Ce type de partenariat peut prendre plusieurs formes :

- Autour de projets scientifiques comme avec le projet FALAH 973185 (H2020-MSCA-RISE 2019 ; Nouvelle-Calédonie, Fidji, Salomon, Vanuatu et Papouasie-Nouvelle-Guinée, portée par l'UNC), dans des réseaux comme COGENT (ressources génétiques du cocotier dans le Pacifique) qui peuvent être construits en bi- comme en multipartenaires ;
- Des accords cadre type MoU avec des partenaires australiens, néo-zélandais, fidjiens, indonésiens, japonais, argentins ou chiliens ;
- Une participation à l'enseignement supérieur comme au Vanuatu (formation délocalisée + cellule doctorale), ou encore avec Wallis et Futuna avec principalement l'UNC ;

Consultation de la société calédonienne

Place de la Nouvelle-Calédonie dans l'axe Indopacifique

- Réseau de soutien à la création et au partage intra-régional ou interrégional de connaissances comme le PIURN (réseau de recherche des universités des îles du Pacifique) ;
- Réseau international MANACO (« Modern Tools for innovative coral reefs MANAgement and COnservation »), qui réunit 14 pays et territoires insulaires océaniques et de l'outre-mer français, est dédié aux acquisitions des connaissances et de partages des savoirs, scientifiques et traditionnels ;
- Master régional ITN SUDPAC ;
- Associations comme l'AFRAN (association franco-australienne pour la recherche et d'innovation) ;
- Partenariat d'expertises ou de soutien-accueil (CHT, IPNC) ;
- ERASMUS + régional USP et Canterbury NZ ;
- Collaborations dans le cadre de dialogues binationaux (par ex : projet d'observatoire franco-japonais en cours de montage entre le JAMSTEC (Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology) et l'Ifremer dans le cadre du dialogue maritime franco-japonais).

Les moyens spécifiques partagés notamment à l'échelle indopacifique- la flotte océanographique française

La flotte est opérée par l'Ifremer au service de la communauté de recherche nationale. Les projets de recherche engageant des scientifiques des organismes français, positionnés ou non en Nouvelle-Calédonie, peuvent bénéficier des moyens à la mer, notamment « l'Alis » et « L'Atalante » pour opérer dans la zone. Ils peuvent en faire bénéficier des collègues d'instituts étrangers, impliqués dans les mêmes projets. Ces bâtiments servent indubitablement le rayonnement scientifique français dans les zones qu'ils traversent. Des discussions sont en cours pour partager du temps des navires océanographiques français, australiens, néozélandais et japonais au service des équipes de recherche de ces pays.

Les instituts de recherche basés en Nouvelle-Calédonie par leur localisation géographique et les champs thématiques d'intervention constituent des instruments stratégiques d'influence au sein de l'« Axe indopacifique ». Cette mobilisation nécessite néanmoins des stratégies concertées en lien avec les autres institutions de recherche françaises et internationales présentes dans la région et la mobilisation d'instruments de financements aux effets leviers pour une recherche « indopacifique » aux enjeux partagés. Sur le modèle du Fonds Pacifique existant un abondement supplémentaire permettrait de répondre aux besoins de projets ambitieux structurants et compétitifs par rapport à des offres bilatérales concurrentes.